

*aucun autre but que celui qui est indiqué dans la Convention; elles s'interdisent d'intervenir dans les affaires intérieures du pays, et notamment d'exercer aucune pression sur les volontés des populations quant au choix de leur gouvernement.*

Puis il lui parle de l'occupation des ports du littoral et il lui dit : *L'intention des puissances, ainsi que l'indique la Convention du 31 octobre, est que les forces combinées procèdent à l'occupation immédiate des ports situés sur le golfe du Mexique; et passant en suite aux devoirs des commissaires de France et d'Angleterre, il s'exprime ainsi : Le caractère dont ces deux agens sont revêtus (MM. Wyke et Dubois de Saligny) non moins que la connaissance pratique qu'ils possèdent des affaires du Mexique, les appelle naturellement à prendre part aux NÉGOCIATIONS, le mot est écrit tout au long dans les instructions de l'amiral, qui devront précéder le rétablissement des rapports réguliers.— Ils devront notamment s'entendre, ainsi que le commissaire désigné par l'Espagne (M. Prim), avec les commandans en chef des forces alliées (MM. Dunlop et Jurien de Lagravière) pour formuler après la prise de possession des ports du littoral, et non des villes de l'intérieur, LES CONDITIONS AUXQUELLES LE GOUVERNEMENT MEXICAIN et non la farce de gouvernement établie par M. Almonté, sera requis de donner son assentiment.*

Puis afin de lever jusqu'au dernier doute sur le droit qu'il avaient d'entrer en arrangement avec le gouvernement actuel, il termine par cette phrase qui suffirait à elle seule pour détruire l'artifice construit avec tant de peine par M. Billaud. *Afin de vous mettre à même de suivre toutes les NÉGOCIATIONS et de signer tous les ACTES et CONVENTIONS à intervenir, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint les PLEINS POUVOIRS en vertu des quels S. M. vous a nommé son plénipotentiaire au même titre que M. Dubois de Saligny.*

Ainsi donc il reste démontré par ces instructions elles-mêmes, instructions que M. Billaud ne saurait nier puisqu'elles émanent du ministre des Affaires Étrangères du gouvernement français :

1° Que l'expédition envoyée par les gouvernemens d'Angleterre, de France et d'Espagne, contre le Mexique, avait uniquement pour

objet de contraindre le gouvernement de ce dernier pays à exécuter les conventions célébrées par lui avec les puissances intervenantes, et à donner des garanties de protection plus efficaces aux personnes et aux propriétés de leurs nationaux.

2° Que dans ce but, MM. Jurien de Lagravière et Dubois de Saligny avaient été investis de pouvoirs suffisans pour traiter avec le gouvernement du Mexique, et comme on ne peut traiter qu'avec un gouvernement qui existe, et non avec un simulacre de pouvoir qu'on établirait exprès pour lui donner l'occasion de vendre son pays à ceux qui l'auraient installé, il s'en suit que c'était avec l'administration présidée par M. Juarez, et seulement avec celle là, que MM. de Lagravière et Saligny avaient le droit d'entrer en arrangement.

Les préliminaires signés à la Soledad ne faisaient donc que constater rigoureusement une situation qui s'imposait toute seule; et à moins de supposer, ce dont M. Billaud n'a pas même parlé, des instructions secrètes en opposition complète avec celles qui ont été publiées par le *Moniteur*, nous croyons que ce ministre s'est trompé du tout au tout, et qu'en soutenant que la Convention signée à Londres avait pour but de renverser le gouvernement actuel du Mexique et de le remplacer par un autre sur le quel il ne s'expliquait pas, il n'avait réellement étudié ni la Convention, ni les instructions dont il parlait. Nous le croyons, disons-nous, et nous sommes d'autant mieux fondé à le croire, que dans la même séance, ayant eu l'occasion de parler des pouvoirs confiés à M. de Saligny et des bases invariables de toute négociation ultérieure, il a dit que ce diplomate avait ordre d'EXIGER, avant tout, LA RÉPARATION DES GRIEFS CAUSÉS AUX SUJETS DE L'EMPIRE, et de prêter son appui moral à toutes les mesures qui auraient pour but d'établir un gouvernement qui offrirait des garanties de stabilité, SANS CEPENDANT IMPOSER CE GOUVERNEMENT PAR LA FORCE. Or, pour ouvrir une négociation, il faut avoir un gouvernement avec qui traiter. Le but ici ne vient qu'en seconde ligne; et à moins de reconnaître le droit imprescriptible du gouvernement actuel, nous ne voyons pas avec qui M. de Saligny pourrait s'entendre, puisqu'il n'en existe pas d'autre, et que même en cas de défaite, ce gouvernement ne succomberait pas pour cela; tandis qu'aucun autre le fantôme d'autorité soutenu dans la capitale par les bayonnet-



tes françaises, aurait toujours l'air d'avoir été installé pour vendre le pays à ceux qui l'auraient établi.

Derrière cette phraséologie sans pitié qui s'échappait de l'assemblée pour se repandre dans le peuple comme un bruit de clairon avant-coureur de la bataille, et que nous serions les premiers à applaudir s'il était question de payer la dette contractée depuis le premier empire par la France envers la Pologne, cette France du Nord, ou d'arracher pour toujours la Vénétie aux serres de l'Autriche, M. Billaud cachait le dépit d'avoir été pendant si longtemps la dupe de renseignements erronés, et le regret, peut-être plus grand encore, d'être obligé de renoncer à monarchiser le Mexique au profit de l'archiduc Maximilien d'Autriche. C'est une si belle invention que la monarchie!

Toutefois il faut être juste: l'idée n'était pas de lui. Nous doutons même qu'elle lui eut beaucoup souri, alors qu'engagé dans les rangs de la gauche dynastique, il était chargé de répéter chaque année devant les centres ébahis ces lieux communs tant de fois ressassés sur l'immoralité des fonds secrets, qui fournissaient chaque fois à M. Guizot l'occasion de le battre et de développer son magnifique talent oratoire. Mais entre l'éclaireur du côté gauche sous la monarchie de juillet et le ministre de la nouvelle épopée napoléonienne, il y a nécessairement, au point de vue des procédés bien entendu, toute la distance qui sépare ces deux dates historiques, et sans vouloir approfondir la cause de ce changement, nous allons raconter en peu de mots l'origine de cette lumineuse idée.

Ce fut, si nous en croyons M. Joseph Hidalgo, un homme qui doit le savoir, s'il est vrai, comme il l'affirme dans sa lettre à M. Francisco Arroyo, qu'il ait été attaché en qualité de secrétaire au grand prêtre de cette religion au Mexique, M. José Maria, Gutierrez Estrada, en 1854, et sous la férule dictatoriale de Santa-Anna, que cette altesse d'un genre à part proposa à l'Europe de monarchiser son pays, en appelant au trône un prince de race royale. Le mortel privilégié à qui l'on destinait l'héritage de Moctezuma, était l'infant D. Juan de Bourbon, mais, par malheur pour lui, Santa-Anna fut obligé de se sauver l'année suivante et la couronne du protégé disparut avec la fortune du protecteur.

En 1857, lors de la rupture entre l'Espagne et le Mexique, M. Hidalgo, qui ne laisse passer aucune occasion de pouvoir faire du mal à sa patrie, reprit soudainement courage, et il croyait arriver au comble de ses vœux sous l'administration du coup d'Etat, dont les grands hommes, Zuloaga et Miramon, avaient repris en sous-œuvre les machinations de Santa-Anna, quand la fortune qui se joue, en véritable femme, des aspirations les mieux combinées, remit de nouveau tout en question et emporta le rêve d'Hidalgo et de Gutierrez Estrada avec la fortune du vaincu de Capulalpam.

Mais la nouvelle de l'intervention projetée au Mexique par les gouvernements de France, d'Angleterre et d'Espagne vint encore une fois relever leur courage, et les chevaliers errans de la royauté s'attachèrent à cette espérance suprême avec la ténacité des joueurs qui exposent les restes de leur fortune sur une dernière carte. Ils comprirent tout d'abord, c'est le sieur Hidalgo lui-même qui a bien voulu nous l'apprendre, que du moment où ces trois puissances se chargeraient des frais de l'entreprise, il n'était pas convenable de choisir le futur monarque parmi les princes de leurs familles: ils firent plus, il eurent le courage de le déclarer au chef du gouvernement français et de lui présenter le prince Maximilien d'Autriche comme l'homme le plus capable de régénérer leur malheureux pays.

Nous ne voulons rien dire de ce qu'il y avait de profondément contraire aux intérêts de la France dans cette idée de faire servir son or et le sang de ses enfans pour élever de ce côté de l'Atlantique un trône en faveur d'un prince autrichien. Dans la situation extrême où s'étaient depuis si long temps placés ces messieurs, on fait ce qu'on peut; jamais ce qu'on veut. Il leur fallait un monarque, fussent-ils pour cela s'adresser au grand ture ou à l'empereur de la Chine, et du moment où ils sacrifiaient à cette monomanie les liens qui attachent tout homme de cœur au pays qui lui donna le jour, nous ne devons pas être étonnés qu'ils fissent si bon marché d'un or et d'un sang qui n'étaient pour eux que l'or et le sang des étrangers. C'étaient aux ministres de l'empire à représenter au chef du gouvernement l'inconvenance d'un pareil sacrifice, et le discours de M. Billaud, un des plus faibles que nous ayons lu de cet orateur, aurait été suivi, dans tout autre temps, d'un acte d'accusation qui aurait renvoyé son



auteur devant le tribunal chargé de prononcer sur les attentats de haute trahison.

Mais si, d'une part, nous ne voulons sous aucun prétexte irriter le débat; si, d'une autre, nous sommes obligés de constater que M. Billaud et ses collègues ne connaissent rien, ni des hommes, ni de choses de ce pays; il n'en est pas de même de MM. Gutierrez Estrada et Hidalgo. Ceux-ci savent, ou du moins ils doivent savoir l'histoire de leur temps, et puisqu'ils ont l'air de l'avoir aussi complètement oubliée, nous demandons aux lecteurs la permission de leur rappeler une page que nous empruntons à un travail publié sur cette matière par M. José Valente Baz, et qui traite d'une époque qui n'est point encore assez éloignée pour que ces deux monarchiens en aient déjà perdu le souvenir.

Quand, dit-il, en 1821, les classes privilégiés du Mexique eurent obtenu les réformes politiques inhérentes au régime constitutionnel, elles s'aperçurent, mais trop tard, que l'indépendance du pays était désormais un fait inévitable, et pour frapper au cœur une révolution qu'elles craignaient encore plus que l'Espagne, elles préparèrent dans l'ombre des cloîtres le *plan* monarchique d'*Iguala*<sup>1</sup>. Le peuple, de son côté, était fatigué de la guerre à la quelle l'appelait encore dans le Sud la voix formidable du général Guerrero. Il ne vit dans ce plan qu'un moyen expéditif de couronner l'œuvre de l'indépendance, et dans cet appel tardif à la race des Bourbons, que la dernière ressource employée par une aristocratie agonisante pour retarder, de quelques jours à peine, le triomphe certain de la démocratie. Aussi, ni l'immense prestige qui entourait le nom d'Iturbide, ni sa grande réputation militaire, ni la gloire qu'il s'était acquise comme libérateur, ni la splendeur d'un trône érigé dans la capitale de Moctezuma, ni le brillant vernis d'une cour pleine d'ostentation, ni l'appareil de son couronnement, ni les cérémonies imposantes d'une consécration reli-

1 Ce *plan* portait que le Mexique, désormais indépendant de l'Espagne, serait cependant gouverné par un prince de la famille royale, et que les européens et les mexicains seraient entièrement égaux en droits et en privilèges. Le général Iturbide fit naître habilement des conflits de pouvoirs, des dissensions entre le congrès et la junte de gouvernement qu'il dirigeait, et se fit proclamer empereur, en 1822, sous le nom d'Augustin I<sup>er</sup>.

gieuse, ni l'appui que donnait au nouveau trône le pouvoir et les richesses d'une opulente aristocratie, rien ne put maintenir le diadème imperial sur la tête d'un homme que le peuple aimait cependant, même en le voyant couronné par les nobles et le clergé comme la victime que les prêtres de l'antiquité couronnaient avant de la sacrifier. Ce rêve de monarchie, cet appareil fantastique de majesté, tout s'évanouit en un instant comme la fumée à travers les airs. Tout disparut, répétons-nous, à la voix du peuple, du vrai souverain, du véritable roi, parce qu'en présence de cette royauté d'un jour il se rappela, ce peuple, qu'il avait sur les champs de bataille brisé le sceptre des rois séculaires et conquis sa propre souveraineté au milieu du bruit des canons et de la fureur des combattans. Eh bien! ce qui est arrivé à l'empereur Iturbide arrivera au Mexique chaque fois qu'on entreprendra d'y fonder une monarchie, parce que cette institution n'y rencontrera ni base ni point d'appui: parce qu'elle ressemble à cette statue du songe de Nabuchodonosor, dont la tête était d'or pur, la poitrine et les bras d'argent, le ventre et les muscles de cuivre, et qui fut cependant renversée au premier souffle de la tempête, parce que ses pieds n'étaient que de terre.

Ce fut quand Iturbide était encore ivre de l'encens que la servilité des courtisans prodigue à tous les monarques en les appelant les Dieux de la terre, qu'il entendit une voix dont le bruit fit frémir son trône et trembler cette cour improvisée. C'était celle d'une des victimes les plus pures du patriotisme, d'un martyr de l'indépendance, du P. Mier, et cette voix répétait les terribles paroles que le prophète, par ordre de Dieu, fit entendre aux Israélites quand il leur dit: *Je vous donnerai des rois comme des instrumens de ma fureur, et je les précipiterai du trône dans le jour de ma colère.* L'imprimerie, avec ses mille voix, répéta sur tous les points du pays ce formidable anathème et commença dès lors à propager les idées démocratiques, les principes fondamentaux de la République, en les présentant à toutes les intelligences, à tous les esprits, sous autant de formes que l'homme sait en donner à ses pensées quand il veut les répandre dans les masses et les rendre populaires. Ces idées trouvèrent tout de suite un écho dans tous les cœurs, un appui dans toutes les consciences, parce que ceux qui les propageaient n'étaient que les interprètes fidèles de l'opinion nationale et des désirs des populations. Quand donc un peuple a conquis sa nationalité avec ses seuls forces; quand il a



pu assurer son indépendance avec sa propre valeur; quand il s'est racheté de l'esclavage avec son propre sang, sans qu'aucun des puissans de la terre lui ait tendu une main amie pour l'arracher à ses tyrans; quand ce peuple, enfin, obligé de prendre de nouveau les armes pour défendre sa liberté, n'a reçu des aristocraties que des outrages et des marques de mépris, ce serait pour lui le comble de l'ignominie d'abdiquer le pouvoir et sa majesté entre les mains d'un roi, dont l'unique mobile serait de satisfaire avec les ressources du pays l'orgueil et la vanité de quelques individus isolés<sup>1</sup>.

M. Baz termine cette magnifique imprécation en demandant ce que faisaient pour le Mexique les rois et les grands de l'Europe quand les habitans de ce malheureux pays, couverts de sang comme les gladiateurs antiques, luttèrent corps à corps avec les forces de l'Espagne pour assurer l'indépendance de leurs descendans?—La réponse est bien simple: ils calculaient froidement les avantages que pourrait recueillir le commerce de l'Europe de ses transactions avec les nouveaux gouvernemens.—Mais les Gutierrez Estrada de l'époque, que faisaient-ils?—Ils combattaient sous les étendards espagnols pour maintenir l'esclavage dans leur patrie et n'ayant pas de vertus à laisser à leur descendans, ils leur ont pieusement légué leur haine contre toute espèce de liberté.

Entre ces deux politiques dont l'une eut fait chérir de plus en plus le nom de nos compatriotes au Mexique, tandis que l'autre parviendra peut-être à l'y faire détester autant qu'il y était aimé, le gouvernement français trompé par ses agens a choisi celle qui paraissait convenir le mieux à ses aspirations personnelles. Ce fut une faute, à notre sens, une grande faute, qui le fit s'embarquer sans boussole sur cette mer orageuse de l'intervention; et s'il se refusa plus tard à ratifier les préliminaires de la Soledad, ce n'est pas comme la prétend le M. Billaud parce que ces préliminaires lui paraissaient contraires à la dignité de la France, mais parce qu'il avait engagé sa parole à des traîtres qui s'étaient joués de sa crédulité, et qu'en la retirant il aurait craint d'être accusé par eux de faiblesse ou de versalité.

1. Numéro 1921 du *Heraldo*.

## BRUITS DE JOURNAUX.—MISSION D'ALMONTÉ.

Tandisque, au Mexique, on attendait avec tranquillité l'ouverture des négociations fixée au 15 avril, tant il y avait peu de doutes sur la ratification des préliminaires; à Paris, on ne négligeait aucun moyen de préparer l'opinion en faveur de la monarchie.

Dans ce but, le journal la *Patrie*, numéro de 2 février, annonçait à ses lecteurs, d'après une correspondance de Veraacruz, qu'il se formait au Mexique un parti monarchique très-sérieux; et le *Moniteur* lui-même, le grave *Moniteur*, insérait à la même date une correspondance de la sus-dite ville qui contenait entre autres, cette phrase significative: "Ce que désire, ce que demande LA PARTIE SAINTE DE LA POPULATION, c'est l'unité du pays sous une monarchie indépendante et constitutionnelle." C'est-à-dire, qu'après avoir prévu, ce cas dans les instructions données à M. Jurien de Lagravière: *Il pourrait arriver que la présence des forces alliées sur le territoire du Mexique déterminât LA PARTIE SAINTE DE LA POPULATION, fatiguée d'anarchie, avide d'ordre et de repos, à tenter un effort pour constituer dans le pays un gouvernement présentant les garanties de force et de stabilité qui ont manqué à tous ceux qui s'y sont succédé depuis l'émancipation; on se hâta, avant même d'avoir reçu officiellement la nouvelle de l'arrivée de l'expédition, de l'exploiter dans une correspondance dont les auteurs n'avaient pas même pris le soin de déguiser le plagiat.*

Aux yeux des correspondans anonymes de la *Patrie* et du *Moniteur*, comme à ceux de M. de Thouvenel, la population du Mexique était divisée en deux parties séparées l'une de l'autre par le cordon sanitaire de l'opinion monarchique. Tous ceux, sans exception, qui sympathiseraient avec les idées soutenues par les rédacteurs officiels